

En ROUTE pour la METAMORPHOSE



« LES COMMUNES, MAILLON IMPORTANT DES LUTTES ET DU RENOUVELLEMENT DÉMOCRATIQUE »

En mars 2023, la commune de Melle, dans les Deux-Sèvres accueillait un Forum international de l'eau dans le sillage de la mobilisation internationale pour la défense de l'eau «Pas une bassine de plus !». Le samedi 25 mars, 30 000 personnes se sont dirigées vers la méga-bassine en construction à Sainte-Soline. Cette journée aura marqué un tournant dans le maintien de l'ordre en France: une grenade a été envoyée toutes les deux secondes, faisant des centaines de blessés-es, mutilant certain-es manifestant-es, et plongeant deux personnes dans le coma pendant des semaines. Toute l'attention médiatique s'est concentrée sur cette manifestation. Néanmoins, cette mobilisation a également été marquée par la force politique du Forum international de défense pour l'eau qui s'est déroulé tout le week-end à Melle en présence de délégations internationales invitées par plusieurs organisations de solidarité internationale parmi lesquelles la Fondation Danielle Mitterrand.

Dans cet entretien, **Sylvain Griffault**, maire de Melle et membre du réseau Actions communes, revient sur ce week-end de mobilisation et les raisons qui l'ont poussé à accepter d'accueillir cet événement politique, festif et citoyen dans sa commune malgré la pression politique et médiatique. En filigrane, c'est le rôle possible que pourraient jouer les communes au cœur de nombreuses luttes contre la destruction du vivant et du renouvellement démocratique qui se dessine.



Comment en êtes-vous arrivé à devenir maire de Melle? Par quels cheminements?

Je suis engagé dans l'éducation populaire depuis tout petit. Comme beaucoup dans le Poitou, je viens d'une famille protestante et j'ai été scout pendant des années! Jusqu'à prendre des responsabilités aux niveaux régional et national. J'ai ensuite fait des études scientifiques. A partir de là, je n'ai eu de cesse de mélanger ces deux univers, notamment en créant la Beta Pi, une association de diffusion de culture scientifique et technique à Melle, donc en milieu rural, ce qui était un pari en soi. Aujourd'hui l'association a 26 ans.

Avant 2020, j'étais déjà également conseiller municipal de la commune. Le fil rouge de mes expériences, c'est l'envie de s'engager dans la vie de la cité, de permettre aux gens de se former, de s'auto-former à travers des dynamiques de co-éducation. Dans l'action municipale, c'est pour moi la même chose : on est certes quelques un-es à être aux manettes, mais on ne peut rien faire sans les habitant-es, il faut donc trouver des moyens pour qu'ils et elles s'engagent ou participent. C'est un peu du scoutisme !

Comment s'est lancée l'aventure de votre liste de 2020 qui vous a mené jusqu'à la victoire ?

Un an avant les municipales, ne sachant pas ce qu'allait faire le maire, j'ai voulu lancer une dynamique collective, de réflexion autour d'un projet pour Melle. Il y avait un enjeu spécifique à lancer une démarche collective dû au fait que Melle est une commune nouvelle formée en 2019 de la fusion de cinq communes et qui est alors passée de 3 500 à 6 100 habitant-es.

Une centaine de personnes se sont rassemblées pour participer à cette dynamique, et a fini par former une liste de trente-trois personnes, non encartées, à l'exception d'une, très majoritairement de gauche, voulant œuvrer pour l'engagement citoyen, l'écologie et l'accueil.

Depuis que nous sommes élu-es, nous avons organisé six assemblées citoyennes, une quinzaine de réunions entre élu-es et habitant-es et nous avons lancé une étude autour de la centralité et de la relocalisation globale pour laquelle plusieurs ateliers sont organisés avec les habitant-es afin qu'ils et elles y contribuent.



Vue aérienne d'une méga-bassine dans le marais poitevin

Qu'est-ce qui vous a amené à jouer un rôle dans la bataille de l'eau ?

Nous sommes un territoire d'où l'eau s'écoule pour irriguer d'autres territoires. Cela nous donne une responsabilité particulière, celle des usages de l'eau afin qu'elle soit accessible pour tout le monde. Nous sommes à cheval sur deux agences de l'eau et trois syndicats d'eau potable. En tant que majorité municipale et, moi en tant que vice-président à la communauté de commune [Mellois en Poitou], nous siégeons dans tout un tas d'instances centrées sur des enjeux liés à l'eau. Le système autour de l'eau est devenu tellement complexe que rares sont les personnes qui le comprennent. On a voulu comprendre, on a cherché à se cultiver, et cela nous a posé pas mal d'alertes ! En particulier, concernant la quantité d'eau sur le territoire

Alors que l'eau vient à manquer, alors qu'il faudrait baisser les quantités prélevées pour respecter les usages, les gros irrigants demandent à prélever davantage. Jusqu'ici les bassines, c'était de petites unités pour une ou deux exploitations. Avec les méga-bassines, on a basculé dans une dimension industrielle. On parle beaucoup de Sainte-Soline, mais chez nous, il y a 16 projets sur la Sèvre niortaise, 30 de prévus sur le Clain, d'autres sur le bassin de la Boutonne ! On est en train de construire une usine de prélèvement d'eau en hiver pour assurer l'agriculture intensive en été alors qu'on a déjà des problèmes d'approvisionnement en eau potable ! C'est pour ça que dès que les méga-bassines sont arrivées sur la table, nous avons voté une motion contre en conseil municipal : les méga-bassines, c'est non !

Aujourd'hui, en tant qu'élu-es, le seul enjeu qui nous échappe, c'est celui de l'irrigation qui représente pourtant d'énormes quantités d'eau. On appelle à lever la complexité sur la gestion de l'eau, que les choses soient beaucoup plus claires, et qu'on arrête de nous laisser seulement gérer la misère on nous donnant la responsabilité de la gestion de l'eau potable, mais pas du reste.

Après la mobilisation de Sainte-Soline organisée les 29 et 30 octobre par Bassines non merci, la Confédération paysanne et les Soulèvements de la terre, vous avez été approchés pour accueillir un événement à Melle en soutien à la prochaine mobilisation du 25 mars. Pourquoi avoir accepté de porter cette responsabilité ? Quel était pour vous le sens politique de cette décision ?

Melle a été sollicitée parce qu'on s'était positionné contre les méga-bassines. Moi et toute la majorité municipale avons accepté d'accueillir un forum international pour l'eau afin de contribuer à la lutte. Ce même week-end, on trouvait important qu'il y ait deux modes d'action différents : une manifestation revendicative qui appelait à stopper le chantier de méga-bassine et un forum plus serein pour discuter, accueillir des délégations internationales et faire la fête. Pour nous, c'était très important que des gens puissent participer à un rassemblement autorisé par la préfecture, un forum de discussion pour débattre des enjeux autour de l'eau. L'un des moments les plus émouvants du week-end pour moi était de voir des activistes venu-es du monde entier parler de leurs combats pour l'eau et soutenir la lutte dans le Poitou. J'ai été très marqué par le discours de Massa Koné qui posait des mots sur ce qu'on commence tout juste à vivre chez nous en parlant des problèmes auxquels ils sont confrontés depuis trop longtemps déjà en Afrique de l'Ouest.

On a organisé un magnifique temps festif, de forum, de tables-rondes, de projections, qui a rassemblé plus de 12 000 personnes. Malgré la pression insupportable de l'Etat, tout s'est très bien passé ! Il n'y a eu aucun problème, parce qu'on était organisé-es pour. L'Etat, lui, n'a pas joué le jeu. 200 policiers sont venus à Melle du mardi après-midi au samedi après-midi. Le message était clair : vous l'avez voulu, maintenant vous allez en baver. Les commerçant-es et les habitant-es ont eu peur, forcément ! Les gens étaient contrôlés trois, quatre fois par jour, ça tend. Lorsque 12 000 personnes sont arrivées le soir, soit le moment où on aurait pu éventuellement avoir besoin d'eux, les policiers sont partis.

Bien que le rassemblement de Melle n'ait pas attiré toute l'attention médiatique qu'il méritait, notamment à cause de ce qui s'est passé à Sainte-Soline, c'était important qu'il se passe un tel événement sur la place publique.



Les membres de la délégation internationale présent-es pour le Forum international de défense de l'eau à Melle.

De gauche à droite :

Massa Koné, paysan malien et coordinateur NO-VOX Afrique ;

Ercan Jan, militant écologiste kurde au sein du Mouvement Ecologiste de Mésopotamie ;

Juan Pablo Gutierrez, activiste et délégué international de l'Organisation nationale indigène de Colombie (ONIC) et du peuple indigène Yukpa ;

Layla Staats, activiste mohawk et réalisatrice du film « Blood and water » ;

Manuela Royo, historienne et avocate chilienne, porte-parole du MODATIMA.



• Table-ronde : Alliances internationales des mouvements populaires et autochtones pour les droits à l'Eau

• Table-ronde : Regards intercontinentaux sur les luttes paysannes et les enjeux liés à l'Eau

• Table-ronde : Quel mouvement international pour le partage de l'eau ?

Est-ce que vous mesurez déjà l'impact de la mobilisation de mars sur votre territoire ?

On voit que les choses bougent. Aujourd'hui, tout le monde connaît Sainte-Soline et les enjeux autour des méga-bassines. Je pense qu'on n'aurait jamais dû en arriver là, pour moi, il y a eu un loupé de la part des organisateurs de la manifestation de Sainte-Soline et j'étais satisfait de lire le debrief que les Soulèvements de la terre ont fait de l'organisation de cette mobilisation. La responsabilité de l'Etat est immense: lorsque la veille, Gérard Darmanin dit au JT «*Demain vous verrez des scènes de violence, de guerre*», il déclare se préparer à la guerre. Donc je pense que tout a été fait pour en arriver là.

Mais force est de constater que toute cette communication a servi la cause. Maintenant, tout le monde connaît Sainte-Soline. Des projets ont été récemment abandonnés. Et les élu-es de notre territoire sont en train de bouger. J'en veux pour preuve l'une des dernières décisions de la communauté de communes. Il s'agissait de voter pour la prolongation de la règle 1 du SAGE [Schéma d'Aménagement et de gestion des eaux] qui permettait d'effectuer des travaux de construction de méga-bassines – ils avaient besoin d'une prolongation car ils avaient pris du retard. Le président de la communauté de communes était pour, j'étais contre, un tiers a voté pour, un tiers s'est abstenu et un tiers a voté contre! Malgré la forte représentation de communes rurales où l'agriculture conventionnelle est majoritaire, on a tout juste remporté ce vote!

Jusqu'ici beaucoup d'élus ont fermé les yeux, se sont tus, mais avec toute l'actualité autour de Sainte-Soline, certains commencent à avoir un regard différent sur le sujet.

Quelle est votre marge de manœuvre en tant que maire, en tant qu'élus? Est-ce que vous pensez que, face aux enjeux actuels, les élus et les mairies devraient faire de la désobéissance civile?

Je pense que notre rôle est d'utiliser tous les moyens légaux dont nous disposons pour faire plier ce type de projets. J'ai l'impression de déjà faire une forme de désobéissance civile, assez régulièrement, par omission: en faisant abstraction de certaines règles ou certains décrets qui nous tombent dessus. Il y en a tellement et ils sont tous centrés sur le danger et la sécurité. Mon prisme, ce sont mes valeurs.

A un moment donné, la désobéissance civile pourrait être nécessaire. Aujourd'hui les territoires ruraux sont regardés comme des gisements. D'eau, de soleil, de vent... La pression de l'industrie est très forte. Les développeurs éoliens, par exemple, ont été très bien accueillis au départ, mais après tout un tas de projets, les élus commencent à en avoir marre. Nous sommes déjà un territoire qui produit toute l'électricité ce qu'il consomme. Ce sont aussi les projets d'agri-voltaïsme, de gros méthaniseurs qui se multiplient, et on sait, vu l'état de l'élevage sur le territoire que ces méthaniseurs vont être alimentés par du maïs, arrosé grâce aux méga-bassines. Le tout sur un territoire où la biodiversité ne cesse de reculer à cause de l'agriculture intensive. Nous subissons du gigantisme à travers l'installation d'activités qui rapportent beaucoup à leurs porteurs, mais qui ne créent pas d'emplois et qui ne permettent pas de développer les services publics. Les activités dont découlent des emplois et des services publics ne viennent pas chez nous et les maires du territoire commencent tous à le voir. Y compris ceux qui ne sont pas du tout des militant-es écologistes au départ.

C'est ce qui explique qu'il y a de plus en plus de recours au Tribunal administratif contre des projets éoliens, contre les méga-bassines, et autres. A Lezay, le tribunal administratif a rejeté le recours contre un projet de méthaniseur sur la commune alors que tout le monde était hostile à ce projet. Le maire a donc refusé les autorisations pour la circulation des engins, c'est comme ça qu'ils ont obtenu l'abandon du projet. C'est une piste de ce qu'on peut faire en tant que majorité municipale pour lutter contre les projets nocifs pour le territoire.